

Registre de transparence – Chambre des Députés

(Version au 24 octobre 2025)

[CSV](#) | [DP](#) | [LSAP](#) | [ADR](#) | [déi greng](#) | [Piraten](#) | [déi Lénk](#)

Groupe politique chrétien-social

Date	Lieu	Député(s)	Représentants d'intérêts & tiers présents	Personnes représentées	Description sommaire de la position défendue	Projets de loi, propositions de loi ou lois discutés
15/09/2025	Bertrange	Ricardo Marques	Sam Houblie	Sam Houblie Bertrange	Inclusion dans le monde du travail: Rencontre inspirante dans une grande surface pour explorer les initiatives d'inclusion et les efforts menés pour favoriser l'emploi des personnes en situation de handicap, mental ou physique.	
17/09/2025	CSV-Fraktioun	Marc Spautz Charles Weiler Françoise Kemp Nathalie Morgenthaler Jeff Boonen	Nora Back Christophe Knebeler Jean-Luc de Matteis Francis Lommel Patrick Dury	Union des Syndicats OGBL et LCGB A.s.b.l. F 15066	Lors des échanges, les syndicats ont exprimé leurs réserves quant au déroulement des dernières réunions de dialogue social et à l'absence de	8456 8472

				4, rue Pierre Hentges L-1726 Luxembourg	perspective de poursuite des négociations tripartites. Ils ont souligné leur volonté de privilégier des discussions bilatérales, notamment sur l'organisation du temps de travail, les pensions et les conventions collectives.	
18/09/2025	Chambre des Députés	Claude Wiseler	Esther Leick Thomas Kauffmann Engy Ali Cristina Fernandez Marie-Elisabeth Ingres	MSF Médecins Sans Frontières Luxembourg A.s.b.l. F4090 68, rue de Gasperich L-1617 Luxembourg	MSF dénonce la distribution alimentaire de la GHF (Gaza Humanitarian Foundation) et appelle au démantèlement du site. MSF informe la Chambre quant à leur désapprobation relative à l'occupation.	
23/09/2025	Luxembourg-Ville	Paul Galles	Romain Thill Danielle Thill	ALLI Association luxembourgeoise de la liberté d'instruction A.s.b.l. F9407	- Sauvegarde des droits privés des parents lors des visites des contrôleurs - Souplesse par rapport au calendrier à remettre au ministère	8588

				88, rue de Mersch L-8181 Kopstal		
24/09/2025	Luxembourg – Ville	Paul Galles	Inna Yaramenko	LUkraine A.s.b.l. F9931 33, Boulevard Prince Henri L-1724 Luxembourg	Demande en aide par rapport à la situation des réfugiés ukrainiens au Luxembourg Echange sur ma mission auprès de l'APCE dans la commission pour les enfants ukrainiens déportés par les russes	
01/10/2025	CSV-Fraktioun	Marc Spautz Jeff Bohnen Maurice Bauer Laurent Mosar Diane Adehm	Michel Reckinger Héloïse Antoine Marc Kieffer	Union des Entreprises Luxembourgeoises A.s.b.l. F2065 7, rue Alcide de Gasperi L-1615 Luxembourg	Lors des échanges, l'Union des entreprises luxembourgeoises a souligné les difficultés du dialogue social, notamment sur la question de l'organisation du temps de travail. Elle a plaidé pour davantage de flexibilité tout en maintenant le cadre légal, avec plusieurs points en discussion au CPTE concernant notamment les durées de travail, les pauses et le repos.	
08/10/2025	CSV-Fraktioun	Diane Adehm Octavie Modert Stéphanie Weydert	Marc Hengen	ACA Association des Compagnies	Rencontre avec l'ACA : point sur l'assurance/réassurance au Luxembourg et	8370

				d'Assurances et de Réassurances du Grand-Duché de Luxembourg A.s.b.l. F13673 12, rue Erasme L-1468 Luxembourg	présentation des chiffres récents. Échange de vue sur le projet de loi n° 8370 (transposition de la directive CSRD). L'ACA a demandé des informations sur l'avancement de la procédure législative, dans un souci de prévisibilité et de sécurité juridique.	
--	--	--	--	---	--	--

Groupe politique démocratique

Date	Lieu	Député(s)	Représentants d'intérêts & tiers présents	Personnes représentées	Description sommaire de la position défendue	Projets de loi, propositions de loi ou lois discutés
15/09/2025	43, rue du puits romain, L-8070 Bertrange	Mandy Minella	Sam Houblie	Sam Houblie Bertrange	L'objet de l'entrevue a porté sur l'inclusion dans le monde du travail. Sam Houblie plaide pour une meilleure inclusion des personnes avec handicap au travail à travers différentes voies. À son avis une voie serait la formation continue.	
18/09/2025	Chambre des Députés	Gusty Graas	Esther Leick Thomas Kauffmann Engy Ali Cristina Fernandez	MSF Médecins Sans Frontières	MSF dénonce la distribution alimentaire de la GHF (Gaza Humanitarian Foundation) et appelle au	

			Marie-Elisabeth Ingres	Luxembourg A.s.b.l. F4090 68, rue Gasperich L-1617 Luxembourg	démantèlement du site. MSF informe la Chambre quant à leur désapprobation relative à l'occupation.	
19/09/2025	14, rue Beck 1222 Luxembourg	Mandy Minella	Isabelle Schmoetten Ella Chambers Catherine Jacoby	CID Fraen an Gender A.s.b.l. F3921 14, rue Beck L-1222 Luxembourg	Présentation de la bibliothèque féministe du CID Fraen an Gender et de ses activités. Échange sur la possibilité de créer une commission d'éthique dans le sport.	
22/09/2025	9, rue du St Esprit L-1475 Luxembourg (Locaux du groupe parlementaire DP)	Carole Hartmann Gilles Baum Gérard Schockmel	Chris Roller Carol Ahlborn Sébastien Diederich	AMMD Association des Médecins et Médecins-Dentistes A.s.b.l. F1106 29, rue de Vianden L-2680 Luxembourg	L'association des Médecins et Médecins-Dentistes plaide pour le développement du secteur extrahospitalier et une revalorisation de leurs tarifs.	
25/09/2025	9, rue du St Esprit L-1475 Luxembourg	André Bauler Carole Hartmann	Joé Werdel Dana Bonvini Felix Minette	ALEM	L'association luxembourgeoise des étudiants en médecine	

	(Locaux du groupe parlementaire DP)	Gérard Schockmel	Aimée Braum	Association Luxembourgeoise des Étudiants en Médecine A.s.b.l. F5877 2, Avenue de l'université L-4365 Esch-sur-Alzette	plaide pour le développement du secteur extrahospitalier et un master en médecine à l'Université du Luxembourg de haute qualité.	
01/10/2025	9, rue du St Esprit L-1475 Luxembourg (Locaux du groupe parlementaire DP)	Gilles Baum Carole Hartmann Corinne Cahen André Bauler Gérard Schockmel	Christophe Knebler Patrick Dury Nora Back David Angel Frédéric Krier Maria Helena Macedo	Union des Syndicats OGBL-LCGB A.s.b.l. F 15066 4, rue Pierre Hentges L-1726 Luxembourg	L'objet de l'entrevue a porté sur le dialogue social dans le contexte des négociations récentes entre le Gouvernement et les partenaires sociaux. De plus, il y a eu un échange concernant l'organisation du temps de travail et la réforme des retraites. Les syndicats souhaitent un dialogue social qui implique davantage les partenaires sociaux.	
16/10/2025	9, rue du St Esprit L-1475 Luxembourg (Locaux du groupe parlementaire DP)	Gilles Baum	Miguel Matos Serge Estgen William Meyer	Philip Morris Luxembourg S.à.r.l. B8272 6, rue d'Arlon L-8399 Windhof	L'objet de l'entrevue a porté sur le projet de loi 8333. Les représentants de Philip Morris Luxembourg ont souhaité exprimer leurs inquiétudes concernant la limite de nicotine des sachets de nicotine	8333

					indiquées dans le projet de loi. Selon eux, la limite est trop stricte et s'apparente à une interdiction de facto.	
--	--	--	--	--	--	--

Groupe politique socialiste

<i>Aucune entrevue à afficher actuellement</i>
--

Groupe politique "Alternativ Demokratesch Reformpartei"

<i>Aucune entrevue à afficher actuellement</i>
--

Sensibilité politique "déi gréng"

Date	Lieu	Député(s)	Représentants d'intérêts & tiers présents	Personnes représentées	Description sommaire de la position défendue	Projets de loi, propositions de loi ou lois discutés
16/09/2025	Luxembourg ville	Djuna Bernard	Raoul Schaaf	CNDS Comité national de défense sociale	Sur la précarité au Luxembourg: Le logement est un facteur majeur de la pauvreté, le logement	

				F679 136, route de Luxembourg L-7374 Helmdange	abordable ne suffit pas : il faut des parcours intégrés (accompagnement social, emploi, santé) pour briser le cycle de l'extrême pauvreté.	
16/09/2025	Luxembourg ville	Djuna Bernard	Alexandra Oxaceley André Duebbers	Stëmm vun der Strooss A.s.b.l. F154 7, rue de la Fonderie L-1531 Luxembourg	L'association constate une forte hausse du public accueilli, notamment dans ses restaurants sociaux. Elle plaide pour de petites structures de proximité avec des horaires élargis et souhaite étendre ses services. Enfin, elle demande une revalorisation des prestations sociales face au coût de la vie.	
18/09/2025	Siège de la sensibilité politique déi gréng	Sam Tanson	Pascal Jossi	Assemblée spirituelle nationale des bahá'ís du Grand-Duché de Luxembourg A.s.b.l. F6028 17, allée Léopold Goebel L-1354 Luxembourg	Le représentant de la communauté bahá'ie du Luxembourg a exprimé à Mme Tanson son inquiétude concernant la situation de la communauté bahá'ie en Iran, qui serait caractérisée par une persécution systémique. Les bahá'ís en Iran sont victimes de déni de droits fondamentaux, ce qui contraste avec la	

					reconnaissance de leur liberté de culte dans de nombreux autres pays.	
22/09/2025	Sensibilité politique déi gréng	Sam Tanson Djuna Bernard	Frédéric Krier Nora Back Patrick Dury Jean-Luc De Matteis Francis Lomel Pitt Bach Christophe Knebler	Union des syndicats OGBL et LCGB A.s.b.l. F15066 4, rue Pierre Hentges L-1726 Luxembourg	A l'initiative des syndicats, déi gréng ont rencontré l'Union syndicale OGBL-LCGB pour un échange sur les suites de la dernière Sozialronn. Les représentants syndicaux ont dénoncé le manque de véritable dialogue social dans le processus conduit par le Gouvernement. Ils ont exprimé leur inquiétude quant à un affaiblissement du modèle social luxembourgeois. Quant à la suite des travaux sur la réforme des pensions, les syndicats déplorent qu'aucune documentation ne sera disponible avant le dépôt du projet de loi. En matière de quadripartite, les syndicats estiment que l'urgence n'est pas prise assez au sérieux. L'Union des syndicats regrette les nombreux conflits en matière de droit du travail	

					que le gouvernement a provoqué sans réelle nécessité.	
29/09/2025	Luxembourg ville	Djuna Bernard	Sandra Visscher Alexandra Gardeur Isabelle Hauffels	UNICEF Comité luxembourgeois pour l'UNICEF A.s.b.l. F552 6, rue Adolphe Fischer L-1520 Luxembourg	Entrevue avec l'UNICEF, qui a présenté la situation alarmante de la pauvreté des enfants au Luxembourg. Plusieurs propositions ont été formulées par des chercheurs de l'UNICEF pour y remédier, en insistant sur la nécessité d'un engagement politique et non exclusivement dans le cadre de l'éducation.	
01/10/2025	Locaux de la sensibilité politique déi gréng	Sam Tanson	Tom Braquet Christian Schleck	SPAL Syndicat professionnel de l'Armée Luxembourgeoise A.s.b.l. F6062 Caserne Grand-Duc Jean L-9330 Diekirch	Le SPAL plaide pour la revalorisation du statut du soldat et des salaires (certains en dessous du SSM), ainsi que pour la création d'une réserve opérationnelle et d'un ministère de la Défense autonome. Dans le contexte budgétaire, nous avons également évoqué la loi RICO.	8068
09/10/2025	Locaux de la sensibilité politique déi gréng	Djuna Bernard	Carlo Kieffer Valérie Dell'Angela	Mouvement ATD Quart Monde A.s.b.l.	L'association veut briser la pauvreté intergénérationnelle via des parcours intégrés	

				F5043 25, rue de Beggen L-1221 Luxembourg	(logement + accompagnement social/santé/emploi) et dénonce des freins majeurs : complexité administrative, listes d'attente, accès difficile aux soins et à la culture. Elle plaide en outre pour une revalorisation des prestations au coût de la vie, avec des droits automatiques (p. ex. tiers payant social lié au REVIS).	
--	--	--	--	--	--	--

Sensibilité politique "Piraten"

Aucune entrevue à afficher actuellement

Sensibilité politique "déi Lénk"

Date	Lieu	Député(s)	Représentants d'intérêts & tiers présents	Personnes représentées	Description sommaire de la position défendue	Projets de loi, propositions de loi ou lois discutés
18/09/2025	34A, rue Philippe II (Locaux de la sensibilité	David Wagner	Altynai Bidaubayle Martina Hollbach Gauthier Hansel	GREENPEACE LUXEMBOURG, Association A.s.b.l.	Echange sur les priorités de la rentrée politique à la demande de Greenpeace. Sujets abordés et positions	

	politique déi Lénk)			F4727 93, rue Zénon Bernard L-4031 Esch- sur-Alzette	défendues par Greenpeace : Traité commercial entre l'UE et le Mercosur : Greenpeace a souligné son opposition à ce traité néfaste pour les droits des populations autochtones en Amérique du Sud ainsi que pour la protection des forêts, notamment en Amazonie. L'organisation a également mis en garde contre certaines clauses du traité en négociation qui pourraient affaiblir la protection des consommateurs et consommatrices et, plus généralement, nuire aux capacités réglementaires de l'UE. Règlement européen sur la déforestation (EUDR) : Selon Greenpeace, ce règlement serait directement lié au traité commercial UE-Mercosur via les mécanismes de compensation inclus dans le traité. L'organisation s'est montrée très	
--	------------------------	--	--	--	---	--

					préoccupée par les tentatives d'assouplissement du règlement entreprises à Bruxelles par le gouvernement luxembourgeois. Greenpeace s'oppose à tout assouplissement de ce règlement qu'elle considère comme un outil important dans la lutte contre la déforestation. COP30 : Greenpeace a insisté sur la nécessité pour l'Union européenne de fixer un objectif climatique ambitieux pour 2040, dont devrait découler une contribution déterminée au niveau national (NDC) à la hauteur des responsabilités et des capacités de l'UE en vue de la COP30 à Belém. L'organisation a également critiqué le manque d'ambition du gouvernement luxembourgeois dans la lutte contre le dérèglement climatique.	
--	--	--	--	--	---	--

					Impact de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur le dérèglement climatique et le droit à un environnement sain : Cet avis est considéré par Greenpeace comme un tournant important pour la justice climatique, ouvrant la voie à de nouvelles actions en justice intentées par les populations vulnérables. L'inaction ou les actions insuffisantes en matière de sortie des énergies fossiles et, plus généralement, de lutte contre le dérèglement climatique devraient être considérées comme une violation des droits humains, la CIJ ayant jugé que le droit à un environnement propre, sain et durable est fondamental à l'exercice de tous les autres droits humains.	
14/10/2025	34A rue Philippe II L- 2340 Luxembourg	Marc Baum David Wagner	Patrick Lommel Christophe Knebler Francis Lomel Nora Back David Angel	Union des syndicats OGBL et LCGB, A.s.b.l. F15066	L'entrevue a porté sur les mesures annoncées ou déjà mises en œuvre par le gouvernement en matière	8634 8001 8456 8472

			Pitt Bach	4, rue Pierre Hentges L-1726 Luxembourg de sécurité sociale et de politique du travail. L'Union des syndicats a clairement exprimé son opposition ferme à toute nouvelle détérioration des droits des salarié·e·s et porte un regard très critique sur les projets de loi actuellement en discussion concernant la réforme des retraites ainsi que l'extension des heures d'ouverture dans le commerce, notamment en lien avec le travail dominical. L'Union des syndicats déplore les attaques incessantes du gouvernement – en particulier celles du ministre du Travail – à l'encontre des organisations syndicales représentatives. Elle s'oppose notamment à la volonté du ministre de débattre d'un éventuel projet de loi sur le travail de plateforme au sein du CPTE sans la participation des syndicats.	
--	--	--	-----------	---	--

					Par ailleurs, l'Union des syndicats exprime sa méfiance profonde quant aux intentions du gouvernement en matière d'organisation du travail. Les mesures de flexibilisation réclamées par le patronat auraient, selon elle, des conséquences très graves sur les conditions de travail et de vie des salarié·e·s concerné·e·s. Les deux député·e·s de déi Lénk ont fait savoir qu'ils partagent l'analyse et les inquiétudes des syndicats face aux intentions du gouvernement et leur ont assuré de leur plein soutien dans les négociations et éventuels conflits à venir.	
--	--	--	--	--	---	--